

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne  
1 boulevard Jules Guesde  
CS 70377  
10026 Troyes

Troyes, le 28/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIÈRES DE VIREY**

11 rue du General de Gaulle  
10260 Virey-Sous-Bar

Références :  
Code AIOT : 0005700163

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement CARRIÈRES DE VIREY implanté au lieu-dit LA COME BRONA à Bourguignons (10110). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIÈRES DE VIREY
- LA COME BRONA 10110 Bourguignons
- Code AIOT : 0005700163
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du site Carrières de Virey, à Bourguignons, est autorisée par l'arrêté préfectoral n°07-2850 du 24 juillet 2007 pour une durée de 30 ans.

Le groupe Carrières de Virey, regroupant les sociétés Eurovia, Eiffage et Carrières Champenoises, a racheté cette carrière à Cemex en 2009.

La société y extrait un gisement de calcaire massif et dispose d'une capacité de 193 000 t/an.

Il n'y a pas d'installation de traitement fixe sur le site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection constate que, du fait d'un gisement de moindre qualité par rapport aux autres carrières du territoire, la carrière de Bourguignons peine à trouver des marchés à alimenter.

Cela se traduit au sein de la carrière par un retard sur le plan de phasage d'exploitation et de réaménagement. A défaut d'évolution du marché et par conséquent si ce retard persiste en 2025, une actualisation de ce phasage sera rendue nécessaire et devra se traduire par un porter à connaissance à l'initiative de l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plans	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 16	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 12/05/2009, article 3	Sans objet
3	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 11.1	Sans objet
4	Réseau de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 19.3	Sans objet
5	Retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne relève aucune non-conformité de l'exploitation lors de la visite du 10/10/2024.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un plan à l'échelle 1/1000ème est établi.  Sur ce plan sont reportés: <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètres sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les bords de fouille ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• les zones remises en état ;</li> <li>• les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et les bornes de nivellement visées à l'article 4 ;</li> <li>• les pistes et voies de circulation ;</li> <li>• les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte,...</li> <li>• les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux,...</li> </ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et adressé à l'inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b>  Le plan d'exploitation, daté de décembre 2023, a été transmis à l'inspection en amont de la visite.  Celui-ci contient la totalité des informations susvisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/05/2009, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitation de la carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières dont le montant permet d'assurer la remise en état de la carrière, au plus tard le 24 juillet 2037, date de fin de l'autorisation.</p> <p>Le montant de ces garanties est de : [...] 238 783 euros pour la quatrième phase [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis en 2022 à l'inspection, l'acte de cautionnement relatif aux garanties financières pour la période 2022-2027.</p> <p>En recalculant avec l'indice TP01 de 2022, ce montant atteint les 410 774 euros.</p> <p>L'inspection n'émet pas de remarque sur l'acte délivré.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Épaisseur d'extraction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 11.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Extraction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 43m dont 3 m de terres de découverte et de stériles et 40 m de calcaire. Elle ne peut être réalisée au dessous de la cote NGF de 150 mètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'épaisseur maximale d'extraction est respectée avec un relevé à 155.62 m au point le plus bas.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Réseau de surveillance des retombées de poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2007, article 19.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un réseau de surveillance des retombées de poussières est créé. Il comprend 3 stations de mesure qui sont implantées conformément au plan en annexe. Une analyse a lieu à une périodicité trimestrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le réseau de surveillance des retombées de poussière a bien été créé et maintenu conformément à l'arrêté susvisé. Il contient:- 1 jauge de type (a)- 1 jauge de type (b)- 3 jauges de type (c) disposées aux points stratégiques du site. Les analyses se font à une périodicité semestrielle suite à des analyses trimestrielles satisfaisantes. L'inspection n'émet pas de remarque sur ce point.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 5 : Retombées de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les résultats des campagnes de mesures de retombées de poussières menées sur l'année 2023 et le premier semestre 2024.  Aucune non-conformité n'est relevée à la lecture de ces rapports.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite